

Pouvoir d'emprunt

● (1530)

Les conservateurs doivent apprendre une chose fondamentale: ils devraient faire, maintenant qu'ils sont au pouvoir, ce qu'ils ont promis pendant la campagne. Ils ne devraient pas se présenter comme un monstre bicéphale, une tête pour la campagne, une pour l'exercice du pouvoir. Le 8 novembre, ils ont exposé leur politique économique qui consiste à réduire les dépenses publiques au lieu de créer des emplois. Ils ont déjà commencé à proposer aux Canadiens leur programme social. Et ils l'ont fait au milieu d'une grande confusion, ce qui est bien regrettable, car le premier ministre avait déclaré pendant sa campagne que l'universalité était sacro-sainte. Il savait que les programmes sociaux universels jouissaient d'un large appui populaire, mais il tenait à obtenir des appuis suffisants pour accéder au pouvoir. Maintenant qu'il est élu, il sème les doutes quant au principe de l'universalité des pensions de vieillesse et des allocations familiales. Si les conservateurs réussissent maintenant, quand vont-ils s'attaquer à l'assurance-maladie? Ils essaient simplement de sonder l'opinion publique en lançant des ballons d'essai. S'ils arrivent à détruire l'universalité des programmes sociaux comme les allocations familiales et les pensions, ils continueront en s'attaquant aux services médicaux.

Au cours de la campagne, les conservateurs ont également déclaré qu'ils gouverneraient dans un climat de coopération, qu'ils consulteraient les gens et tiendraient compte de leur opinion de façon à unir les divers groupes de la société. Nous commençons à avoir l'impression que les consultations dont ils parlent leur servent uniquement à cacher leurs intentions véritables. Nous ne pouvons peut-être pas dire qu'il s'agit d'intentions secrètes, car ils émettent leurs idées dans divers documents publics. En tout cas, ils ont des intentions bien précises et s'orientent dans une direction bien déterminée si bien que leurs promesses de consultation et de coopération ne veulent pas dire grand-chose. Elles leur servent plutôt à camoufler les politiques qu'ils désirent instaurer. Je vois rire le député d'en face. Ce sont des questions sérieuses, monsieur le Président.

L'exemple des pensions montre bien pourquoi l'universalité constitue l'un des principes fondamentaux de notre politique sociale. Avant l'instauration des pensions publiques, les citoyens devaient compter sur les pensions privées. Même si vous aviez travaillé dur, vous n'obteniez pas toujours une pension au moment de votre retraite. On a donc jugé bon d'accorder des pensions publiques à tout le monde, parce que les gens estimaient que chacun avait le droit de mener une vie décente pendant ses vieux jours grâce à un revenu sûr.

Il est impossible qu'un régime de pension sélectif assure la sécurité matérielle de tous les Canadiens. Le principe de l'universalité s'applique, d'abord et avant tout, aux pensions, mais il est également important en ce qui concerne les allocations familiales. Il est important non seulement parce que tous les enfants du pays doivent pouvoir satisfaire à leurs besoins fondamentaux, avoir un bon Noël, des jouets comme les petits voisins ainsi que des vêtements convenables pour aller à l'école, mais aussi parce que ce n'est pas seulement pour les enfants. Une des raisons pour lesquelles les allocations familiales ont été instaurées et versées à la mère plutôt qu'au père c'est parce

que nous tenions à ce que toutes les femmes aient de l'argent à elles. Pendant longtemps, et c'est peut-être encore vrai aujourd'hui, certaines femmes n'avaient aucun revenu dont elles pouvaient disposer à leur gré.

Pour conclure, monsieur le Président, le gouvernement doit dissiper la confusion qu'il a semée sur le plan de la politique sociale, car cela inquiète vivement les citoyens. L'un des principes fondamentaux du contrat social conclu au Canada c'est que tous les citoyens ont droit à une aide sociale parce qu'ils payent tous ces programmes. On ne peut pas dire que les programmes sociaux sont seulement pour les nécessiteux. Nous avons besoin de programmes pour tous les Canadiens si nous voulons qu'ils soient suffisamment financés et appuyés politiquement dans l'ensemble du pays.

[Français]

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, aujourd'hui, demain et après demain, tous les députés partiront chez eux pour célébrer la fête de Noël. J'aimerais, en mon nom personnel ainsi qu'en celui de mon parti, souhaiter un Joyeux Noël à toute la Chambre.

Monsieur le Président, je suis malheureuse, je suis très malheureuse qu'ici à la Chambre, aujourd'hui, les députés du parti conservateur n'aient pas pris l'occasion, une fois pour toutes, d'éclaircir la situation en ce qui a trait à l'universalité pour tous les Canadiens.

Je vais vous dire une chose, j'ai déjà reçu beaucoup d'appels téléphoniques, et je sais très bien que d'autres députés ainsi que les députés conservateurs en ont également reçu beaucoup de leurs commettants, à savoir, des vieillards, des jeunes femmes au foyer, qui aimeraient savoir ce qui arrivera relativement à leur chèque de pension ou d'allocation familiale.

Nous attendions . . . nous du parti libéral, nous avons utilisé des tactiques très fortes cette semaine . . .

Une voix: Un vœu public!

Mme Copps: . . . pour demander à toute la Chambre d'avoir un débat sur l'universalité. Parce que nous, dans ce parti . . .

M. Masse: C'est le parti des «bonhommes Sept heures», des «Croque-mitaines»!

Mme Copps: . . . c'est notre parti qui a construit ces programmes, et c'est notre parti qui va les défendre jusqu'à la fin.

Mais, monsieur le Président, ce qui est arrivé cet après-midi, alors qu'on donnait enfin aux députés conservateurs la chance de dire la vérité . . .

M. Masse: La vérité?

Mme Copps: . . . de quoi ont-ils parlé? J'aimerais utiliser les mots, par exemple, du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp).

[Traduction]

Quand il a parlé d'universalité, le ministre a surtout souligné les aspects négatifs du statu quo. Qu'a eu à dire le député de Brampton-Georgetown (M. McDermid) au sujet de l'universalité? Qu'il ne s'intéressait pas au sort des nécessiteux. Voilà ce qu'a dit le député de Brampton-Georgetown dans son discours.